

Emploi et chômage

Au quatrième trimestre 2020, l'emploi salarié a baissé à nouveau, dans le contexte de la persistance de la crise sanitaire et du deuxième confinement, mais bien plus modérément que lors du premier confinement : -21 000 emplois après -689 000 au premier semestre et un rebond de +426 000 au troisième trimestre. Entre décembre 2019 et décembre 2020, 284 000 emplois salariés ont ainsi été détruits. Il s'agit de la première baisse annuelle depuis 2012, le niveau d'emploi fin 2020 devenant comparable à celui de mi-2018. Au premier trimestre 2021, tandis que les restrictions sanitaires continuent d'affecter l'activité de certains secteurs, tels les services aux ménages et l'hébergement-restauration, l'emploi salarié continuerait de baisser (-77 000 emplois) et l'emploi total (salariés et non-salariés) diminuerait de 91 000.

Après une année perturbée par les effets des confinements sur le comportement d'activité, ayant conduit notamment au deuxième trimestre à une baisse ponctuelle « en trompe-l'œil » du chômage, le taux de chômage augmenterait à nouveau au premier trimestre 2021, à 8,5 % après 8,0 % au dernier trimestre 2020.

284 000 destructions nettes d'emplois salariés en 2020 : une année marquée par deux confinements aux effets inégaux

Entre fin décembre 2019 et fin juin 2020, l'emploi salarié en France (hors Mayotte) a chuté de 689 000, soit -2,7 % par rapport à fin 2019. Le choc économique lié au premier confinement s'est traduit par des pertes d'emplois salariés dans tous les secteurs (► figures 1 et 4), quoique de bien moindres ampleurs que la chute de l'activité elle-même, grâce au recours massif au chômage partiel.

1 Le secteur des « services aux ménages » concentre entre autres les emplois des arts et du spectacle.

En nombre, le tertiaire marchand (y compris intérim) a concentré le plus de destructions d'emplois au premier semestre (-430 000 entre fin 2019 et mi-2020). La baisse a été particulièrement marquée dans l'hébergement-restauration (-141 000 emplois sur le semestre) et les services aux ménages¹ (-80 000 emplois), directement affectés par les mesures de restrictions sanitaires. Dans l'industrie et la construction, l'ajustement de l'emploi à l'activité a transité en grande partie par une baisse du taux de recours à l'intérim (► figure 3) et a donc été particulièrement rapide. Dans la construction par exemple ce taux est structurellement élevé, autour de 10 % : il est descendu à 4,2 % dès le mois de mars et remonté à 7,5 % en juin 2020. Dans le tertiaire, l'emploi s'est essentiellement ajusté à court terme *via* des non-renouvellements de CDD et des annulations ou reports d'embauches ; son recul a donc été un peu plus lent.

Au troisième trimestre 2020, l'assouplissement des mesures de restrictions sanitaires a permis à l'emploi salarié de se redresser vivement (+426 000) sans pour autant compenser les pertes du premier semestre. Avec le deuxième confinement, l'emploi salarié a baissé à nouveau au quatrième trimestre 2020 (-21 000 emplois). Néanmoins, les effets immédiats du deuxième confinement sur l'activité et l'emploi ont été bien plus faibles que ceux du premier confinement et plus modérés que prévu dans la *Note de conjoncture* du 15 décembre (► Encadré). Par rapport au premier confinement, la baisse de l'emploi salarié a été bien plus concentrée sur les secteurs directement concernés par les mesures de restrictions sanitaires, et a plutôt épargné les autres. Notamment, l'ajustement de l'emploi salarié à l'activité *via* le recours à l'intérim a été beaucoup plus fort en

► 1. Emploi salarié en écart par rapport à la fin 2019

écart au niveau de fin 2019 en %, données CVS

	Fin mars	Fin juin	Fin septembre	Fin décembre
Industrie	-3,6	-3,7	-2,4	-2,4
Construction	-6,2	-2,6	0,4	1,7
Tertiaire marchand	-2,0	-3,5	-1,8	-2,5
Tertiaire non marchand	-0,2	-1,0	0,5	0,9
Ensemble	-1,9	-2,7	-1,0	-1,1

Lecture : fin décembre l'emploi salarié était inférieur de 1,1 % à son niveau de fin 2019.

Note : dans ce tableau, les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur où ils réalisent leur mission.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee

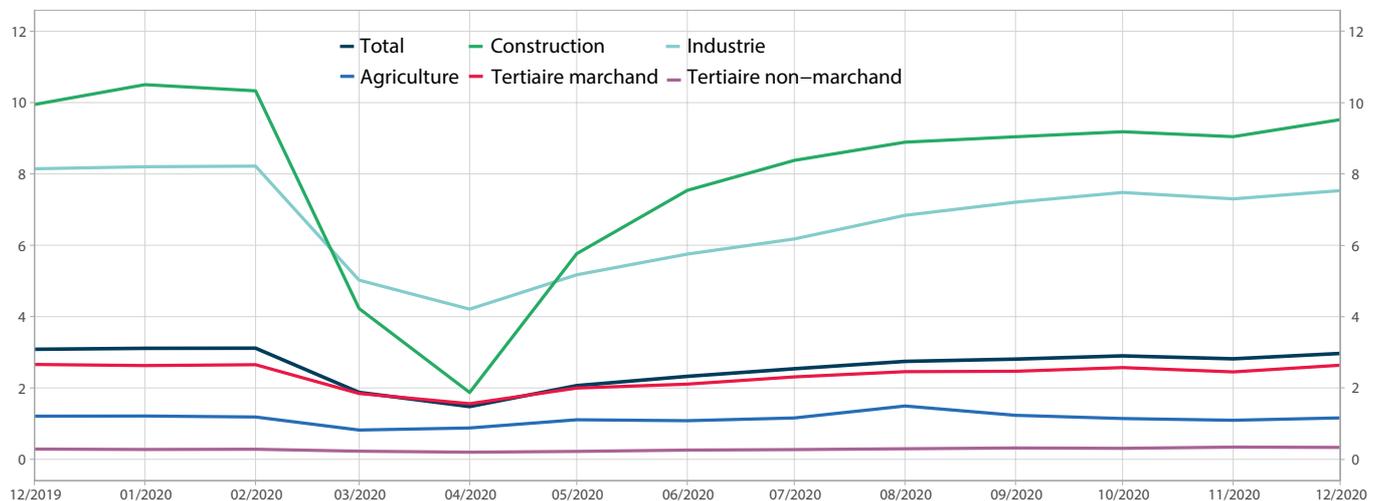
avril 2020 (premier confinement) où le taux de recours à l'intérim a atteint son point bas de l'année (1,5 %) qu'en novembre 2020 (deuxième confinement) avec un taux de 2,8 % relativement peu éloigné de sa valeur de fin décembre 2019 (3,0 %) (► **figure 2**). De même, le recours à l'activité partielle a été nettement moins important en novembre qu'en avril 2020 (► **figure 3**), et plus concentré dans le tertiaire marchand.

La relative bonne résistance de l'emploi tout au long de l'année tient notamment au recours massif au dispositif d'activité partielle, les personnes en

situation de chômage partiel ou technique étant considérées en emploi au sens du BIT. Le taux d'emploi effectif des 15-64 ans (part dans cette tranche d'âge des personnes en emploi déclarant avoir effectivement travaillé au moins une heure pendant la semaine de référence) permet néanmoins de relativiser cette résistance : au quatrième trimestre 2020 il a diminué de 1,7 point sur un an, à 55,1 % ; auparavant il avait reculé de 9,8 points au deuxième trimestre, pendant le premier confinement, par rapport à la situation d'avant-crise.

► 2. Taux de recours à l'intérim par secteur d'activité entre décembre 2019 et décembre 2020

en % de l'emploi salarié, données CVS



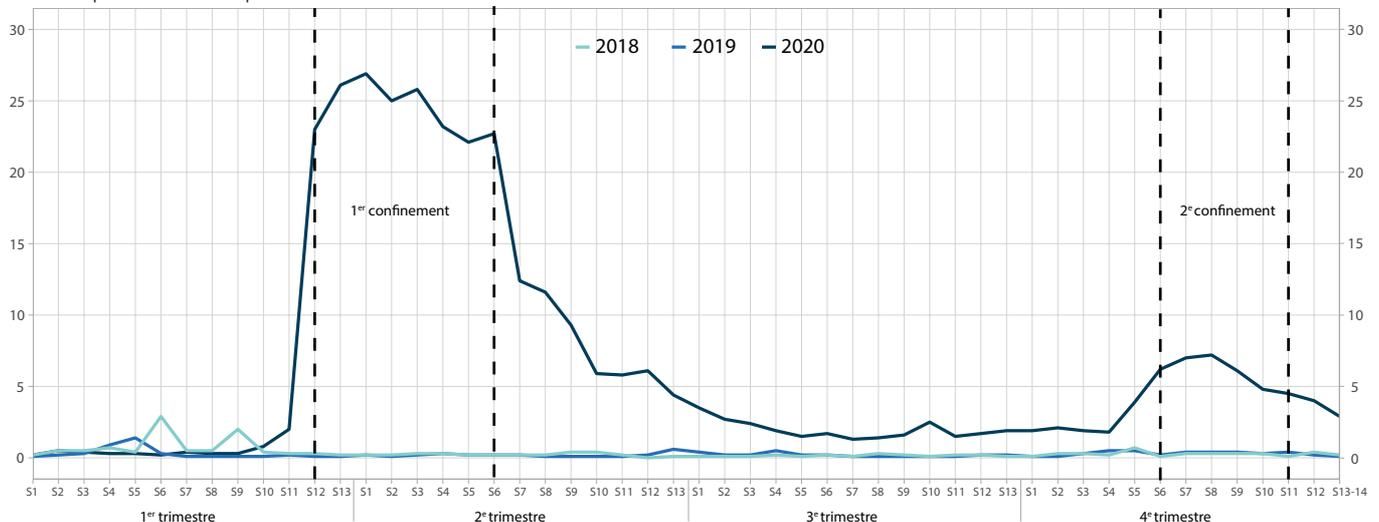
Lecture : l'intérim représentait 9,5 % de l'emploi dans le secteur de la construction en décembre 2020.

Champ : France hors Mayotte

Source : Dares pour l'intérim par secteur, calculs Insee

► 3. Part des personnes au chômage partiel parmi les personnes en emploi, par semaine de référence

en % des personnes en emploi au sens du BIT



Champ : France (hors Mayotte), personnes vivant en logement ordinaire, en emploi au sens du BIT.

Source : Insee, enquête Emploi

Conjoncture française

Finally, between December 2019 and December 2020, 284 000 salaried jobs were destroyed. It is the first annual decline since 2012. The level of employment at the end of 2020 is comparable to that of mid-2018. This decline is essentially the result of the tertiary market (-299 000 jobs) which covers the sectors most durably affected by the crisis such as accommodation-restaurant and services to households. In the industry there are 84 000 salaried jobs (including interim) which have been destroyed over the year. Conversely, salaried employment (including interim) has exceeded its level at the end of 2019 in construction (+27 000) and the tertiary non-market (+72 000) (► [tableaux 1 et 4](#)).

Les pertes d'emplois salariés se poursuivraient début 2021 sous l'effet de la crise économique et du maintien de restrictions d'activité

At the beginning of the first quarter of 2021, salaried employment would decrease again (-77 000). If economic activity were to rise slightly in certain sectors, the durable nature of the crisis would lead companies to progressively renounce retaining their workforce in their effective, by notably reducing the extent of their recourse to partial unemployment. The losses of jobs would be essentially the result of accommodation-restaurant (-39 000) and services to households (-52 000) (► [figure 4](#)).

Unemployment would decrease at the same rate as salaried employment, which would lead to a net loss of jobs (salaried and non-salaried) of -91 000 by March 2021 compared to the end of December 2020 (after -323 000 between the end of December 2019 and the end of December 2020).

Le taux de chômage rebondirait, à 8,5 % début 2021

The unemployment rate has retreated by 1,1 point in the fourth quarter, to 8,0 % of the active population, after a rebound of 2,0 points in the previous quarter (► [figure 5](#)). This retreat is first attributable (for two thirds) to the good performance of employment which, on average, has increased during the fourth quarter. It is amplified (for one third) by a behavior of withdrawal from activity linked to sanitary restriction measures of the second confinement. During this period, people without employment have stopped actively searching for a job (for example because their privileged activity sector was stopped), which is sufficient to no longer classify them as unemployed in the BIT. This withdrawal from activity, although significant, has been nevertheless much less reduced than that observed during the first confinement.

At the beginning of 2021, the behavior of activity would return in part to normal (+196 000 active people aged 15 and over, after -176 000 in the fourth quarter,

► 4. Évolution de l'emploi salarié

en milliers, CVS en fin de période

	2020					Prévision 2021		
	Evolution sur 3 mois				Evolution sur 1 an	Evolution sur 3 mois	Glissement cumulé entre fin 2019 et mars 2021	
	T1	T2	T3	T4	T4	T1	milliers	%
Agriculture	-3	-4	-1	8	0	2	2	0,6
Industrie	-124	-2	44	-2	-84	13	-72	-2,1
Construction	-99	57	48	21	27	-8	19	1,2
Tertiaire marchand	-242	-187	208	-77	-299	-93	-392	-3,2
<i>Commerce</i>	-44	-18	31	-7	-37	3	-34	-1,0
<i>Transports</i>	-49	2	26	22	0	2	1	0,1
<i>Hébergement-restauration</i>	-58	-83	58	-55	-137	-39	-177	-15,2
<i>Services aux entreprises</i>	-38	-32	35	-1	-37	3	-33	-1,2
<i>Services aux ménages (dont culture et loisirs)</i>	-40	-40	47	-33	-67	-52	-118	-8,9
Tertiaire non-marchand	-20	-64	126	30	72	11	83	1,0
Ensemble	-488	-201	426	-21	-284	-77	-361	-1,4

Note : dans ce tableau, les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur où ils réalisent leur mission.

Champ : France hors Mayotte

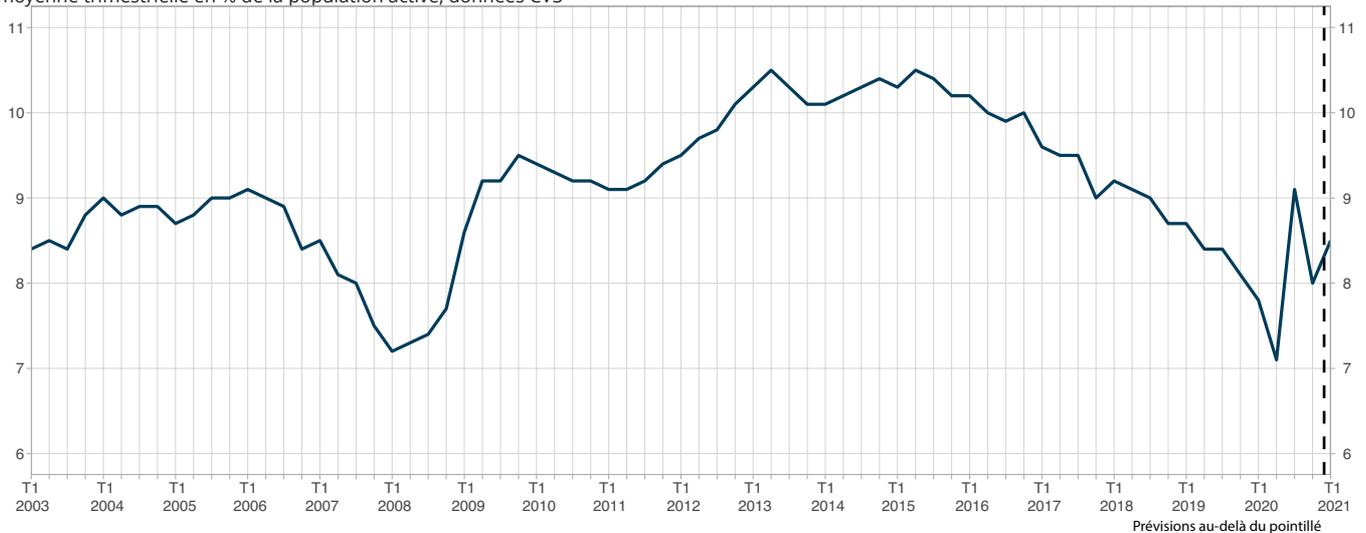
Source : Insee

(► **figure 6**), la fin du deuxième confinement permettant à certaines personnes de reprendre des recherches actives d'emploi. Dans le même temps, l'emploi serait quasiment stable en moyenne trimestrielle (+16 000). En conséquence, le taux de chômage rebondirait et s'établirait à 8,5 % en moyenne,

soit 0,7 point de plus qu'un an auparavant et 0,4 point au-dessus de son niveau d'avant-crise fin 2019. Relativement à la tendance haussière du taux d'activité avant-crise, il resterait à l'issue du premier trimestre un potentiel de main-d'œuvre s'étant retirée du marché du travail, de l'ordre de 200 000 personnes. ●

► 5. Taux de chômage au sens du BIT

moyenne trimestrielle en % de la population active, données CVS



Champ : France (hors Mayotte), population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.
Source : Insee, enquête Emploi

► 6. Évolutions de l'emploi, du chômage et de la population active

variation en moyenne trimestrielle en milliers, données CVS

	2020				2021	Glissement cumulé depuis fin 2019
	T1	T2	T3	T4	T1	
Emploi (1)	-38	-753	339	163	16	-272
rappel : emploi en fin de période	-498	-211	416	-30	-91	-414
Chômage (2)	-91	-277	655	-339	180	128
Population active = (1) + (2)	-129	-1030	994	-176	196	-144
Population active tendancielle	15	15	15	15	10	70
Variation du taux de chômage	-0,3	-0,7	2,0	-1,1	0,6	0,4
Niveau du taux de chômage	7,8	7,1	9,1	8,0	8,5	

Lecture : entre le 4^e trimestre 2020 et le premier trimestre 2021, l'emploi augmenterait de 16 000, le chômage de 180 000 et la population active de 196 000. Le taux de chômage augmenterait de 0,5 point et atteindrait 8,5 %.
Note : l'emploi correspond ici à un emploi total (salarié + non-salarié).
Champ : France (hors Mayotte), personnes de 15 ans ou plus
Source : Insee, enquête Emploi, Estimations trimestrielles d'emploi

Encadré – Comment prévoir l'emploi en temps d'épidémie de Covid ?

Depuis le début de la crise, les équations économétriques habituelles liant emploi salarié et valeur ajoutée (présentées dans le dossier « Ralentissement de la productivité du travail et prévision de l'emploi en France », *Note de conjoncture* de juin 2018) ne sont plus utilisées pour prévoir l'emploi : le contexte exceptionnel rend inadéquate la notion de tendance de productivité apparente du travail qui les sous-tend et donc leur usage.

Elles ont été remplacées par des outils basés sur la confrontation à un niveau sectoriel relativement désagrégé entre l'emploi salarié d'une part et l'activité économique et la rétention de main-d'œuvre de l'autre. Cette rétention peut s'observer directement via le recours au dispositif de chômage partiel, mais elle peut aller au-delà de ce dispositif (et s'estime alors par solde des différentes composantes). L'idée est donc de comprendre le lien entre l'emploi salarié et certains de ses déterminants (activité économique, rétention de main-d'œuvre) depuis le début de la crise pour prévoir ce que pourrait être le comportement d'emploi et de rétention de main-d'œuvre des entreprises dans un futur proche.

Principales hypothèses

À partir de ces observations, deux hypothèses interviennent principalement dans la prévision d'emploi pour le premier trimestre 2021 :

• Hypothèse d'activité économique

L'hypothèse se base sur le scénario d'activité économique et notamment sur les pertes d'activité sectorielles en écart au quatrième trimestre 2019 (► [Fiche Activité économique](#)). Au premier trimestre 2021, ces pertes resteraient marquées dans, notamment, l'hébergement-restauration et les services aux ménages.

• Hypothèse de rétention de main-d'œuvre

Elle s'appuie principalement sur l'hypothèse de recours au chômage partiel. Le taux de recours a été trois fois plus élevé en avril 2020 (premier confinement) qu'en novembre 2020 (deuxième confinement), mois pendant lequel il a été bien plus concentré sur certains secteurs. En décembre 2020 il s'est replié, si bien que l'hypothèse retenue est que dans les secteurs où ce taux est inférieur à 5 %, il diminuerait encore de moitié entre fin décembre 2020 et fin mars 2021. Pour les autres secteurs, à savoir l'hébergement-restauration et les services aux ménages, le recours au dispositif s'éroderait légèrement mais resterait élevé, en raison du maintien des restrictions d'activité et grâce à des dispositifs d'aide annulant le reste à charge pour les entreprises.

Par ailleurs, compte tenu du mode de déclaration de leurs revenus, l'emploi des indépendants n'est actuellement pas connu sur l'année 2020. En attendant les premières estimations, l'hypothèse que l'emploi non salarié évolue comme celui des salariés est retenue pour l'année 2020, comme pour le trimestre de prévision.

Retour sur les prévisions

Avec la publication de l'estimation d'emploi salarié au quatrième trimestre, l'estimation de l'évolution de l'emploi salarié s'avère très supérieure (-21 000) à ce qui avait été prévu dans la *Note de conjoncture* du 15 décembre 2020 (-301 000). L'écart, de 280 000 emplois, représente 1,1 point d'emploi salarié. Il résulte directement de ce que le recul de l'activité économique s'est avéré nettement plus modéré que prévu : -1,4 % contre -4 %.

La prévision de taux de chômage (8,0 % au quatrième trimestre) s'est néanmoins révélée exacte, la population active ayant, en parallèle, moins baissé qu'escompté. ●